



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 7 novembre 2013

Résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'année 2013

De bons résultats qui s'appuient sur des fondamentaux solides

- progression des résultats de la banque de proximité en France
- amélioration du coût du risque
- poursuite de la baisse des charges

Groupe Crédit Agricole*

RNPG T3-13 : 1 433 millions d'euros (vs -2 206 m€ au T3-12)

RNPG 9M-13 : 3 843 millions d'euros (vs -535 m€ au 9M-12)

Ratio CET1 full Bâle 3 au 30 septembre 2013 : 10,5%

Réserves de liquidité disponibles au 30 septembre 2013 : 252 milliards d'euros

*Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%. 2012 intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.

Crédit Agricole S.A.**

**RNPG T3-13 : 728 millions d'euros intégrant l'impact du projet de cession de Newedge
(vs -2 851 m€ au T3-12)**

RNPG 9M-13 : 1 893 millions d'euros (vs -2 484 m€ au 9M-12)

**Stabilité du résultat avant impôt / T3-12 :
baisse des charges d'exploitation : -1,8% /T3-12
baisse du coût du risque : -14,5% /T3-12 hors éléments spécifiques**

Ratio Tier 1 : 10,4% dont Core Tier 1 : 9,4%

**2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux, CLSA et Newedge ; et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 1 433 millions d'euros au troisième trimestre 2013. Sur les 9 premiers mois 2013, il s'élève à 3 843 millions d'euros, montant non comparable à celui de la période correspondante de 2012, négatif, qui avait enregistré les pertes liées à la cession d'Emporiki.

Le résultat du troisième trimestre 2013 traduit une bonne résistance de l'ensemble des activités du Groupe : retraités des réévaluations de dettes liées au risque de crédit propre, des couvertures de prêts et des opérations spécifiques, le résultat brut d'exploitation baisse de 1,2% et le résultat avant impôt augmente de 2,0% par rapport au troisième trimestre 2012.

Sur les neuf premiers mois 2013, le résultat net part du Groupe atteint 3 843 millions d'euros. Sur base comparable, c'est-à-dire hors réévaluation de la dette propre et éléments spécifiques, il est en baisse de 2,9% par rapport à la même période de 2012. Le résultat avant impôt progresse, quant à lui, de 2,5%.

Le Groupe a maintenu un bon niveau d'activité en banque de proximité lui permettant d'accompagner les besoins de ses clients, tant particuliers qu'entreprises ; l'octroi de nouveaux crédits a fait progresser l'encours global de crédits des réseaux bancaires du Groupe en France de 0,7% entre septembre 2012 et septembre 2013 et la collecte bilan a augmenté de 4,8% sur la même période.

Les Caisses régionales ont continué à développer leurs prêts, notamment à l'habitat (+2,4% de progression d'encours sur un an) ; ainsi que leur collecte, que ce soit en assurance-vie (+3,6%) ou en collecte bilan (+4,1%). Elles ont ainsi continué à améliorer leur ratio crédits/collecte, ramené à 122% à fin septembre contre 126% à fin juin 2013. Leur contribution à 100% au résultat du Groupe est en hausse de 8,4% trimestre sur trimestre à 925 millions d'euros et de 2,9% neuf mois sur neuf mois à 2 766 millions d'euros.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « grâce au dynamisme de notre banque de proximité, notre Groupe démontre une fois de plus son rôle moteur dans le financement de l'économie. Cette performance est d'autant plus remarquable que le contexte économique est encore difficile, malgré quelques signes de frémissement de reprise ».

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., « ces résultats sont dans la continuité des deux premiers trimestres 2013. Ils reflètent la poursuite du renforcement de notre bilan et du remodelage de notre Groupe. Trimestre après trimestre, celui-ci affiche des résultats qui font la preuve de la pertinence de nos choix et de la force de notre modèle. ».

En termes de solvabilité, le ratio *Core Tier 1* du Groupe s'établit à 11,9% au 30 septembre 2013, en hausse de 65 points de base par rapport au 30 juin 2013.

Le ratio *Common Equity Tier 1 full* Bâle 3 du Groupe atteint 10,5% à fin septembre 2013 contre 10,0% à fin juin 2013.

Le ratio de levier du groupe Crédit Agricole s'élève à 3,5% à fin septembre 2013¹.

Le groupe Crédit Agricole a continué de renforcer sa situation de liquidité au cours du troisième trimestre. Ainsi, l'excédent des ressources stables sur les emplois longs atteint 58 milliards d'euros à fin septembre, soit 7 milliards de plus qu'à fin juin. Les réserves de liquidité, d'un montant de 252 milliards d'euros couvrent très largement (168%) les ressources de marché à court terme (150 milliards d'euros).

¹ *Core Tier 1 full* Bâle 3 et *Tier 1* existant reconnu selon les règles prudentielles ; pour les dérivés et repos : valeur prudentielle.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 6 novembre 2013, a examiné les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2013.

Le résultat net part du Groupe ressort, au troisième trimestre 2013, à 728 millions d'euros, montant non comparable à celui du troisième trimestre 2012 qui avait enregistré des pertes liées notamment à la cession d'Emporiki. Ce résultat intègre des opérations financières structurantes pour un montant global de +304 millions d'euros et des éléments relatifs à la réévaluation de dette liée au risque de crédit propre pour un montant net de -193 millions d'euros. Retraité de ces deux éléments, le résultat du troisième trimestre ressort à 617 millions d'euros.

Les opérations financières structurantes traduisent notamment la fin de la cession des activités de courtage : après Cheuvreux au deuxième trimestre, CLSA a été vendue fin juillet avec une plus-value de 320 millions d'euros et la préparation de la cession de la participation dans Newedge s'est traduite par un impact négatif de 155 millions d'euros. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A a poursuivi son désengagement de participations non stratégiques en vendant sa participation dans Bankinter tout en dégageant une plus-value de 143 millions d'euros.

Le résultat du trimestre, après retraitement des éléments ci-dessus, reflète :

- la progression de la contribution de la banque de proximité en France ; en hausse de 10,3% par rapport au troisième trimestre 2012, soutenue par une bonne activité commerciale (encours de collecte : +3,5% et encours de crédits : +0,7%) ;
- la solidité du pôle gestion de l'épargne dans un contexte persistant de taux bas et d'environnement réglementaire toujours plus contraignant ; l'encours des actifs gérés par l'ensemble des métiers de ce pôle a augmenté de 27 milliards d'euros depuis le début de l'année, y compris 22 milliards d'effet positif des marchés et de change ; la contribution de ce pôle au résultat de Crédit Agricole S.A. est de 383 millions d'euros.
- l'impact limité de la baisse des activités de marché sur les revenus de Crédit Agricole S.A. (-2,0%) ; en effet, les revenus du *fixed income* de Crédit Agricole CIB ont baissé de 20,6%, mais représentent aujourd'hui 8% des revenus globaux du Groupe, conséquence du reprofilage des activités de CACIB ;
- la poursuite de la baisse des charges (-1,8% T3/T3), le programme MUST se déroulant selon le planning prévu ;
- l'amélioration continue du coût du risque (14,5% T3/T3) dans tous les métiers de financement et en particulier dans la banque de proximité.

Ces évolutions favorables conduisent à un résultat avant impôt de 943 millions d'euros, stable par rapport à celui, présenté de manière comparable, du troisième trimestre 2012, confirmant la solidité des fondamentaux du Groupe dans un contexte économique particulièrement difficile, notamment sur les deux marchés domestiques du Groupe (France et Italie).

Sur les 9 premiers mois de 2013, le résultat net part du Groupe s'établit à 1 893 millions d'euros. Retraité des éléments spécifiques, le résultat avant impôt ressort en hausse de 2,4%, évolution due à un résultat brut d'exploitation en baisse de 5,4% et à un coût du risque significativement plus faible (-15,8%).

*

* *

Crédit Agricole S.A a continué à renforcer son bilan au cours de ce troisième trimestre.

Ainsi, le ratio de solvabilité *Core Tier 1* s'établit à 9,4%, contre 8,6% à fin juin 2013. Cette forte progression provient d'une réduction des emplois pondérés (-16 milliards d'euros), de la génération organique de capital (résultat conservé et impact positif des cessions) et d'une modification du traitement de l'assurance.

Anticipant la présentation du Plan à moyen terme qui fera l'objet d'une journée investisseurs le 20 mars 2014, la structure du capital et la trajectoire sous Bâle 3 de Crédit Agricole S.A. et du groupe Crédit Agricole ont été détaillées lors de la réunion du Conseil d'Administration. Elles témoignent de l'objectif permanent de renforcement du Groupe dans toutes ses composantes, notamment Crédit Agricole S.A.

Les objectifs de ratio *Common Equity Tier 1 (CET1) fully loaded* en Bâle 3 du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont repris ci-après :

	1 ^{er} janvier 2014	31 décembre 2014	31 décembre 2015
Groupe Crédit Agricole	11,0%	12,0%	13,0%
Crédit Agricole S.A.	7,8% à 8,0%*	8,8% à 9,0%	>9,5%

Avertissement: les ratios ci-dessus ont été établis sur la base d'un certain nombre d'hypothèses. La réalisation de ces objectifs dépendra d'un certain nombre de facteurs y compris le futur résultat net de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole, qui est par nature incertain.

* intégrant l'impact de ~-25 points de base de la non-déductibilité de la moins-value de cession des titres Emporiki. La réclamation est engagée et non prise en compte dans la trajectoire.

Ces objectifs tiennent compte de la pondération à 370% du capital et des réserves de Crédit Agricole Assurances telle que prévu par le règlement CRD4, de l'extension des garanties spécifiques (Switch) entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. pour 34 milliards d'euros¹. Elles tiennent aussi compte d'un objectif de taux de distribution des résultats de 35%, et de l'engagement de SAS Rue la Boétie d'opter pour le paiement du dividende en actions tant que Crédit Agricole S.A. n'aura pas atteint un ratio minimum CET1 *fully loaded* de 9%.

Cette trajectoire de ratios fait ressortir la solvabilité très élevée du groupe Crédit Agricole qui intègre une surcharge au titre de sa qualité de groupe systémique que nous anticipons jusqu'à 1,5%. Crédit Agricole S.A., pour sa part, vise dans les deux ans un objectif de ratio CET1 supérieur à 9,5%, objectif adapté aux caractéristiques propres au Groupe et à la prédominance de ses activités de banque de proximité.

Au-delà des objectifs de *Common equity Tier 1*, la structure cible du capital sous Bâle 3 du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. intègre la montée en charge des contraintes réglementaires. À horizon 2015, le ratio total de capital du Groupe a pour objectif 16,5% et celui de Crédit Agricole S.A, 15,0%.

¹ En attente de validation par l'ACPR

	Groupe Crédit Agricole		Crédit Agricole S.A.	
	Exigence réglementaire 2018	Objectif 31 déc. 2015	Exigence réglementaire 2018	Objectif 31 déc. 2015
CET1 (<i>fully loaded</i>)	7,0% + 1,5% de surcharge G-SIFI	13,0%	7,0%	>9,5%
Additional Tier 1 (<i>grandfathered*</i>)	1,5%	1,5%	1,5%	2,0%
Tier 2 (<i>grandfathered*</i>)	2,0%	2,0%	2,0%	3,5%
Total capital	12,0%	16,5%	10,5%	15,0%

Avertissement: les ratios ci-dessus ont été établis sur la base d'un certain nombre d'hypothèses. La réalisation de ces objectifs dépendra d'un certain nombre de facteurs y compris le futur résultat net de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole, qui est par nature incertain.

* Calculs phasés fondés sur la compréhension par Crédit Agricole S.A. des règles CRR/CRD4 applicables aux banques françaises supervisées par l'ACPR

Ainsi l'amélioration du ratio de levier est-elle visée au niveau du Groupe pour refléter les financements entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales ; l'objectif sera de dépasser 5% au 1^{er} janvier 2018.

La structure du Groupe lui permet de combiner des objectifs de renforcement dans le temps de son capital avec une politique de distribution de dividende régulière.

Responsabilité sociale et environnementale : Amundi, première société de gestion en France certifiée par AFNOR Certification pour les engagements de service associés à sa démarche ISR

Leader sur le marché français de l'Investissement Socialement Responsable (ISR) avec plus de 66 milliards d'euros d'encours sous gestion¹, Amundi obtient la première certification Engagement de Service «Démarche ISR – Critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance de la gestion de portefeuilles» élaborée par AFNOR Certification. Grâce à l'obtention de cette certification, Amundi est la première société de gestion à pouvoir afficher des engagements de services (information, mode de gouvernance, garantie d'expertise, traçabilité des données, réactivité...) vis-à-vis des clients tout en assurant la maîtrise par un dispositif de pilotage interne.

Filiale de Crédit Agricole S.A., Amundi a fait de l'engagement sociétal l'un des piliers fondateurs de sa stratégie et entend ainsi prendre en compte les critères de développement durable et d'utilité sociale dans ses politiques d'investissement. Précurseur de la finance responsable avec le lancement dès 1989 d'un premier fonds éthique et la signature en 2006 des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) élaborés sous l'égide des Nations Unies, Amundi agit en acteur responsable et engagé dans le développement de l'ISR. Elle s'est fixé un objectif d'encours de 100 milliards d'euros d'ici 2 ans.

Agenda financier

19 février 2014	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2013
20 mars 2014	Présentation du plan à moyen terme
7 mai 2014	Publication des résultats du premier trimestre 2014
21 mai 2014	Assemblée générale des actionnaires
5 août 2014	Publication des résultats du deuxième trimestre 2014
6 novembre 2014	Publication des résultats du troisième trimestre 2014

¹ A fin juin 2013

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3*	9M-13	Variation 9M*/9M**
Produit net bancaire	3 966	+21,6%	12 028	(5,3%)
Charges d'exploitation	(2 806)	(1,8%)	(8 409)	(2,6%)
Résultat brut d'exploitation	1 160	x2,9	3 619	(10,9%)
Coût du risque	(653)	(32,2%)	(2 097)	(22,1%)
Résultat d'exploitation	507	ns	1 522	+11,0%
Sociétés mises en équivalence	282	x15,0	868	+31,7%
Gains/pertes sur autres actifs	(2)	ns	20	(69,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	787	ns	2 410	+58,1%
Impôt	(131)	ns	(410)	(33,0%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	167	ns	166	ns
Résultat net de l'exercice	823	ns	2 166	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	95	+43,9%	273	+93,4%
Résultat net part du Groupe	728	ns	1 893	ns

* Résultats 2012 retraités du passage en IFRS5 d'Emporiki, Cheuvreux, CLSA et Newedge et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

** Résultats des deux premiers trimestres 2013 retraités du passage de Newedge en IFRS5

Le **produit net bancaire** atteint 4,0 milliards d'euros au troisième trimestre 2013 et 12,0 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2013. Il intègre, pour le troisième trimestre 2013, des éléments spécifiques, représentant globalement -156 millions d'euros, à comparer à -1 053 millions d'euros au troisième trimestre 2012. Ces éléments se décomposent en :

- la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et celle liée aux contrats d'assurances en UC ainsi que la DVA et les couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement qui représentent globalement -299 millions d'euros contre -1 053 millions d'euros pour le troisième trimestre 2012 ;
- en 2013, la plus-value de cession réalisée sur la cession du solde des titres Bankinter pour +143 millions d'euros, sans effet impôt.

Les charges d'exploitation, à 2,8 milliards d'euros, sont en baisse de 52 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2012, soit en diminution de 1,8%, malgré une provision de 20 millions d'euros pour plan de départs volontaires sur le pôle Crédit Agricole Immobilier. C'est le troisième trimestre d'économies consécutif, ce qui traduit la montée en puissance des programmes de réduction des coûts, qui permettent de dégager 226 millions d'économies par rapport aux neuf premiers mois 2012, dont 155 millions d'euros réalisées dans le cadre du programme MUST. Cette baisse des charges du troisième trimestre par rapport à la période correspondante de l'année 2012 est en lien avec la baisse des effectifs de 10% (en ETP) provenant d'une part des plans d'adaptation chez Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Consumer Finance et du plan de départ volontaire chez Cariparma, et d'autre part d'un effet périmètre lié aux cessions d'Emporiki, de CLSA et de Cheuvreux. Hors effet périmètre, la baisse des effectifs ressort à 3%.

Le coût du risque reste globalement modéré : à 653 millions d'euros, il est en baisse de 32,2% (de 14,5% hors Emporiki) par rapport au troisième trimestre 2012 et s'établit à 59 points de base sur encours, en données annualisées, à comparer à 60 points de base (hors Emporiki) au troisième trimestre 2012. Dans la banque de proximité en France, le coût du risque sur encours atteint un point bas, tant dans les Caisses régionales (19 points de base) que chez LCL (25 points de base). Chez Cariparma, le coût du risque ressort en augmentation de 6,2% au troisième trimestre 2013 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, mais est en baisse trimestre après trimestre depuis fin 2012. Dans les métiers spécialisés, le coût du risque est en diminution, aussi bien dans le crédit à la consommation que dans le crédit-bail et de l'affacturage. Le coût du risque d'Agos est quant à lui en nette amélioration après les fortes provisions passées en 2012. Il s'établit à 204 millions d'euros sur le trimestre après 224 millions d'euros au deuxième trimestre 2013. Enfin dans la Banque de financement et d'investissement le coût du risque reste modéré sur la banque de financement, s'établissant à 13 points de base sur encours.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) atteint 17,0 milliards d'euros et représente 4,1% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, à comparer à 3,4% un an plus tôt (données hors Emporiki, Cheuvreux, CLSA et Newedge). Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 57,9%, à comparer à 56,9% au 30 septembre 2012. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 73,8% au troisième trimestre 2013.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** du trimestre atteint 282 millions d'euros à comparer à 19 millions d'euros au troisième trimestre 2012 qui intégrait l'impact de la déconsolidation de Bankinter à hauteur de - 193 millions d'euros. La contribution des Caisses régionales s'élève à 235 millions d'euros, en progression de 11,8% sur un an.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à 787 millions d'euros, à comparer à une perte de 1 070 millions d'euros au troisième trimestre 2012 impacté par une dépréciation de l'écart d'acquisition d'Agos pour -572 millions d'euros et les effets de la déconsolidation de Bankinter.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le troisième trimestre 2013 un profit de 728 millions d'euros. Après retraitement de la réévaluation de la dette, de la DVA courante et de la plus-value de cession de Bankinter, le résultat ressort à 617 millions d'euros, à comparer à un résultat retraité de 749 millions d'euros au troisième trimestre 2012¹.

SOLVABILITE (BALE 2.5)

Au 30 septembre 2013, le ratio *Core Tier 1* s'établit à 9,4%, à comparer à 8,6% au 30 juin 2013, en amélioration de 74 points de base sur le trimestre. Le ratio *Tier 1* s'établit quant à lui à 10,4%, en hausse de 40 points de base par rapport à celui du 30 juin 2013 tandis que le ratio global passe de 15,0% fin juin 2013 à 15,4% fin septembre 2013.

La génération organique de capital, intégrant le résultat conservé du trimestre et l'impact favorable des cessions de Bankinter et CLSA, contribue à hauteur de 27 points de base à la hausse du *Core Tier 1*.

La hausse des ratios provient pour partie de la modification de traitement de l'assurance, qui influe à hauteur de + 41 points de base sur le *Core Tier 1*. Pour mémoire, une réglementation transitoire relative au traitement des conglomerats financiers est appliquée depuis le 1^{er} janvier 2013 dans l'attente de l'application des règles prévues par la CRD4 (Bâle 3) à compter du 1^{er} janvier 2014. Le traitement au 30 septembre est le suivant : pondération en emplois pondérés à 370% de la valeur de la participation des sociétés d'assurances pour la partie capital (identique au 30 juin) ; déduction de la différence de mise en équivalence du capital *Tier 1* (identique au 30 juin) ; et déduction des dettes hybrides pour moitié du capital *Tier 1* et pour moitié du capital *Tier 2* (au 30 juin, pondération à 370%).

Les emplois pondérés, à 310 milliards d'euros, sont en baisse par rapport au 30 juin 2013 (326 milliards d'euros), baisse due pour l'essentiel au changement de traitement de l'assurance.

¹ Hors réévaluation de la dette, couvertures de prêts (CPM), cession d'Emporiki, impact des courtiers, dépréciation de l'écart d'acquisition d'Agos et déconsolidation de Bankinter

SOLVABILITE (BALE 3)

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. présente aujourd'hui la partie « Structure du capital de Crédit Agricole - Bâle 3 » du Plan à moyen terme qui sera présenté le 20 mars 2014.

Les objectifs de ratio Common Equity Tier 1 (CET1) *fully loaded* en Bâle 3 sont repris ci-après :

	1^{er} janvier 2014	31 décembre 2014	31 décembre 2015
Crédit Agricole S.A.	7,8% à 8,0%*	8,8% à 9,0%	>9,5%
Groupe Crédit Agricole	11,0%	12,0%	13,0%

Avertissement: les ratios ci-dessus ont été établis sur la base d'un certain nombre d'hypothèses. La réalisation de ces objectifs dépendra d'un certain nombre de facteurs y compris le futur résultat net de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole, qui est par nature incertain.

* intégrant l'impact de ~-25 pb de la non-déductibilité de la moins-value de cession des titres Emporiki. La réclamation est engagée et non prise en compte dans la trajectoire.

Ces chiffres tiennent compte de la pondération du capital et des réserves de Crédit Agricole Assurances en compromis danois (pondération des fonds propres à 370%) soit 34 milliards d'euros d'emplois pondérés ainsi que de l'extension des garanties spécifiques (Switch) apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. pour 34 milliards d'euros d'emplois pondérés¹. Elles tiennent par ailleurs compte d'un objectif de taux de distribution des résultats de 35%, et de l'engagement de SAS Rue la Boétie d'opter pour le paiement du dividende en actions tant que Crédit Agricole S.A. n'aura pas atteint un ratio CET1 *fully loaded* de 9% au minimum. Les autres hypothèses pour le calcul du *Common Equity Tier 1* de Crédit Agricole S.A. au 1^{er} janvier 2014 sont détaillées slides 9 à 12 de la présentation disponible à l'adresse suivante : www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire/Information-financiere/Rapports-annuels-et-resultats

Les objectifs à fin 2014 et fin 2015 seront atteints par la génération organique de capital d'une part et par des cessions d'actifs et des opérations de bilan déjà identifiées d'autre part.

Au 30 septembre 2013, le ratio Core Tier 1 Bâle 2.5 de Crédit Agricole S.A. s'élève à 9,4%. Les principaux impacts permettant le passage au ratio CET1 Bâle 3 *fully loaded* estimé au 1^{er} janvier 2014 sont les suivants :

- les impacts Bâle 3 : -198 points de base ;
- le remboursement de l'avance d'actionnaire et T3CJ : -45 points de base ;
- le traitement de l'assurance : passage au compromis danois et mise en place du volet 2 du Switch¹ : +88 points de base.

Par ailleurs, la structure cible du capital est détaillée ci-dessous :

	Groupe Crédit Agricole		Crédit Agricole S.A.	
	Exigence réglementaire 2018	Objectif 31 déc. 2015	Exigence réglementaire 2018	Objectif 31 déc. 2015
CET1 (<i>fully loaded</i>)	7,0% + 1,5% de surcharge G-SIFI	13,0%	7,0%	>9,5%
Additional Tier 1 (<i>grandfathered</i> *)	1,5%	1,5%	1,5%	2,0%
Tier 2 (<i>grandfathered</i> *)	2,0%	2,0%	2,0%	3,5%
Total capital	12,0%	16,5%	10,5%	15,0%

Avertissement: les ratios ci-dessus ont été établis sur la base d'un certain nombre d'hypothèses. La réalisation de ces objectifs dépendra d'un certain nombre de facteurs y compris le futur résultat net de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole, qui est par nature incertain.

* Calculs phasés fondés sur la compréhension par Crédit Agricole S.A. des règles CRR/CRD4 applicables aux banques françaises supervisées par l'ACPR

¹ En attente de validation par l'ACPR

Le Crédit Agricole génère structurellement du capital en raison de son modèle économique propre. D'une part, les Caisses régionales retiennent l'essentiel de leurs résultats. D'autre part, Crédit Agricole S.A. vise une distribution de dividendes de 35% de ses résultats sur la durée de son PMT. SAS Rue la Boétie s'engage à opter pour le paiement du dividende en actions tant que Crédit Agricole S.A. n'aura pas atteint un ratio minimum CET1 *fully loaded* de 9%.

Le Groupe dans son ensemble dispose d'une marge de flexibilité dans l'allocation du capital. Ainsi, Crédit Agricole S.A. porte certaines participations pour le compte des Caisses régionales pour ~ -15 points de base de ratio CET1. A l'inverse, avec la mise en place des garanties spécifiques entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. (Switch), Crédit Agricole S.A. transfère aux Caisses régionales une exigence en capital d'environ 190 points de base. Le ratio de levier est géré au niveau du groupe afin de refléter les financements entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses Régionales. L'objectif de ratio de levier pour le groupe Crédit Agricole sera de dépasser 5% au 1^{er} janvier 2018.

LA LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 049 milliards d'euros à fin septembre 2013, comparé à 1 045 milliards d'euros à fin juin 2013.

L'endettement court terme, correspondant à l'encours de dettes d'une durée maximale de 369 jours levées par le Groupe auprès de contreparties de marché (hors le net des opérations de *repos* et *reverse repos* et hors opérations de refinancement Banques Centrales), s'élève à 150 milliards d'euros au 30 septembre 2013, à comparer à 146 milliards d'euros au 30 juin 2013. L'ensemble des ressources court terme atteint 188 milliards d'euros au 30 septembre, ayant augmenté de 10 milliards d'euros entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2013. Les actifs liquides au bilan s'élèvent pour leur part à 246 milliards d'euros au 30 septembre, ayant augmenté de 17 milliards d'euros sur la même période.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables est de 58 milliards d'euros au 30 septembre 2013, en hausse de 7 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2013. Les ressources stables, de 861 milliards d'euros au 30 septembre, sont constituées des capitaux propres (et assimilés), des ressources liées à l'activité clientèle et des ressources de marché long terme ; l'ensemble de ces ressources diminue de 6 milliards d'euros entre les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2013. Les besoins de financement liés aux actifs tangibles et intangibles ainsi qu'à l'activité clientèle totalisent 803 milliards d'euros au 30 septembre ; ils diminuent aussi, de 13 milliards d'euros entre les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2013.

Les réserves de liquidité après décote se renforcent de 19 milliards d'euros entre les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2013 pour atteindre 252 milliards d'euros à fin septembre. Elles couvrent largement les ressources de marché court terme (168%, à comparer à 160% au 30 juin 2013).

Les réserves de liquidité disponibles se composent de créances éligibles au refinancement Banques Centrales pour 51 milliards d'euros après décote Banque Centrale Européenne (BCE), de dépôts Banques Centrales d'un montant de 72 milliards d'euros (hors caisse et réserves obligatoires) et d'un portefeuille de titres après décote de 129 milliards d'euros. Ce portefeuille est constitué de titres éligibles Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 93 milliards d'euros, de titres liquéfiables sur le marché pour 18 milliards d'euros et de parts de titrisation ainsi que d'auto-titrisations éligibles Banques Centrales totalisant aussi 18 milliards d'euros après liquéfaction. Les créances éligibles au refinancement des Banques Centrales après décote BCE diminuent de 1 milliard d'euros tandis que les dépôts auprès des Banques Centrales et le portefeuille titres après décote augmentent significativement, de 14 milliards et de 6 milliards respectivement, entre le 30 juin et le 30 septembre 2013.

Les différents émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis dans le marché et les réseaux 22,6 milliards de dette senior au cours des 9 premiers mois de l'année 2013. Crédit Agricole S.A. a pour sa part levé 13,4 milliards d'euros dans le marché entre le 1^{er} janvier 2013 et le 22 octobre 2013, excédant son programme annuel de refinancement moyen-long terme de marché fixé à 12 milliards d'euros. Crédit Agricole S.A. a par ailleurs réalisé une émission de capital contingent (dette subordonnée *Tier 2*) de 1 milliard de dollars US en septembre 2013.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M*
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	232	+10,0%	681	+3,5%
Variation de quote-part dans les réserves	3	ns	153	+0,1%
Quote-part de résultats des mises en équivalence	235	+11,8%	834	+2,9%

* Variations retraitées de la dépréciation des titres SACAM International pour -268 m€ au T2-12 et -45 m€ au T1-13 en PNB

Les Caisses régionales maintiennent le développement de leur activité dans un marché qui se reprend légèrement.

Les encours de collecte atteignent 581 milliards d'euros à fin septembre 2013 (+3,2% en un an), dont 340 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 4,1% sur un an. Cette dernière est tirée tant par les livrets (+11,4% entre septembre 2012 et septembre 2013) que les dépôts à vue (+3,2%) ; les encours d'épargne logement sont en légère reprise sur les douze derniers mois, à +0,4%, alors que les comptes et dépôts à terme s'inscrivent en repli de 0,9%. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une hausse de 1,8% entre septembre 2012 et septembre 2013, grâce à un regain d'intérêt pour l'assurance-vie (encours +3,6% entre septembre 2012 et septembre 2013) et les valeurs mobilières (+1,9%).

Les encours de crédit s'élèvent à 397 milliards d'euros au 30 septembre 2013, en légère hausse sur un an (+0,6%). Ils sont tirés par les encours de crédit à l'habitat qui progressent de 2,4% en un an.

Le ratio crédit/collecte continue de s'améliorer, s'établissant à fin septembre 2013 à 122% contre 126% à fin septembre 2012. Il bénéficie d'une part des évolutions de la collecte bilan et des crédits et d'autre part du retour de liquidité de la Caisse des Dépôts et Consignation.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à près de 3,5 milliards d'euros pour le troisième trimestre 2013, en hausse de 3,3% par rapport au troisième trimestre 2012. Cette progression s'élève à 3,7% entre les 9 premiers mois 2012 et les 9 premiers mois 2013. La marge nette d'intérêt est tirée notamment par la baisse du coût de la ressource et par la poursuite des remboursements anticipés. Par ailleurs, les revenus générés par les commissions augmentent de 1,3% entre le troisième trimestre 2012 et le troisième trimestre 2013 grâce aux performances des assurances (+2,5% sur la même période).

Les charges d'exploitation, à 1,9 milliard d'euros sur le trimestre, sont en baisse de 0,7% par rapport au troisième trimestre 2012, bénéficiant de l'aboutissement du projet NICE d'unification des systèmes IT des Caisses régionales et de l'impact du CICE. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,2 points sur la même période pour s'établir à 54,8%.

Au troisième trimestre 2013, le coût du risque sur encours représente 19 points de base contre 16 points de base en septembre 2012 ; il s'établit à -188 millions d'euros. L'encours total de provisions constituées au 30 septembre 2013 représente 105,7% des créances douteuses. Le taux de créances dépréciées représente 2,5% des encours bruts (+9 points de base depuis fin septembre 2012 ; stable depuis mars 2013).

Le résultat d'exploitation progresse ainsi de 7,1% entre le troisième trimestre 2012 et le troisième trimestre 2013 pour atteindre près de 1,4 milliard d'euros.

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 834 millions d'euros pour les 9 premiers mois 2013, dont 235 millions d'euros pour le troisième trimestre.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	941	(1,8%)	2 876	(3,2%)
Charges d'exploitation	(624)	(1,8%)	(1 869)	(0,7%)
Résultat brut d'exploitation	317	(1,9%)	1 007	(7,6%)
Coût du risque	(60)	(33,5%)	(218)	(7,0%)
Résultat d'exploitation	257	+10,3%	789	(7,8%)
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	x2,3	5	ns
Résultat avant impôt	256	+10,2%	794	(7,1%)
Impôt	(89)	+14,9%	(276)	(3,6%)
Résultat net de l'exercice	167	+7,7%	518	(8,9%)
Participations ne donnant pas le contrôle	9	+7,8%	26	(8,9%)
Résultat net part du Groupe	158	+7,7%	492	(8,9%)

LCL maintient un bon niveau d'activité au troisième trimestre 2013 qui s'inscrit dans la tendance des trimestres précédents.

Les encours de crédit progressent ainsi de 1,2% sur un an pour atteindre 89,2 milliards d'euros au 30 septembre 2013. Cette progression est tirée par les crédits à l'habitat dont la croissance atteint +2,5% en un an à 56,0 milliards d'euros et +1,2% par rapport à fin juin 2013. Les crédits aux professionnels et aux entreprises reculent légèrement à 26,6 milliards d'euros (-1,0% sur un an), à l'instar des encours de crédit à la consommation (6,6 milliards d'euros au 30 septembre 2013, soit -0,9% sur un an).

Les ressources clientèle continuent de croître à un rythme important, portées par le dynamisme du réseau. Elles atteignent 163,1 milliards d'euros à fin septembre 2013, en hausse de 4,6% sur un an. Ainsi, les encours de bilan, en hausse de 7,4% sur un an, sont tirés par la progression des livrets (+13,4% sur la période) et des dépôts à terme (+9,2%) et à vue (+3,3%). Ces derniers marquent une croissance de 4,1% entre le deuxième et le troisième trimestre 2013. Les encours de collecte hors bilan augmentent de 1,6% sur un an, essentiellement grâce à la collecte sur l'assurance-vie dont les encours augmentent de 5,8% sur la période pour atteindre 53,1 milliards d'euros à fin septembre 2013.

Le ratio crédit/collecte s'améliore ainsi de 6 points sur un an pour s'établir à 109% à fin septembre 2013.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 941 millions d'euros, en baisse de 1,8% par rapport au troisième trimestre 2012, ou de 2,3% après retraitement de la provision épargne logement. Entre septembre 2012 et septembre 2013, cette baisse est limitée à 0,9% après retraitement de la provision épargne logement et du reversement de l'EIC au premier trimestre 2012. La résistance des revenus reflète une marge à la production supérieure à la marge sur stock en activité clientèle, alors que la marge de transformation s'érode dans un contexte de taux toujours bas, effet accentué par les rachats et les remboursements anticipés. Les commissions restent stables entre le troisième trimestre 2012 et le troisième trimestre 2013 (-0,8% sur la période).

Compte tenu de l'impact des nouvelles taxes fiscales et sociales, les frais généraux restent bien maîtrisés. Ils affichent une baisse de 1,8% par rapport au troisième trimestre de l'année précédente. Après retraitement de l'impact épargne logement et du reversement de l'EIC, le coefficient d'exploitation se maintient à 66,6% au troisième trimestre 2013, en légère hausse par rapport au troisième trimestre 2012 (+0,3 point).

Reflétant le ralentissement des flux d'entrées de créances en défaut et des provisions individuelles associées, le coût du risque de LCL recule de 33,5% sur un an à 60 millions d'euros au troisième trimestre 2013 ; sur les neuf premiers mois de l'année, cette baisse est de 7,0%. Le taux de créances dépréciées reste stable à 2,4% des encours bruts ; le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) se maintient à 74,6% à comparer à 74,5% au trimestre précédent.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 158 millions d'euros, en hausse de 6,2% par rapport au troisième trimestre 2012 après retraitement de l'impact épargne logement. Il s'élève à 492 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le **résultat net part du Groupe** du pôle s'établit à 17 millions d'euros au troisième trimestre 2013 à comparer à une perte de 1 899 millions d'euros au troisième trimestre 2012 qui intégrait une contribution négative de 1 758 millions d'euros liée à la cession d'Emporiki en Grèce. Pour les neuf premiers mois 2013, il s'élève à 70 millions d'euros (91 millions d'euros retraité des provisions enregistrées dans les comptes locaux de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013), contre une perte de 2 985 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2012, qui intégrait une contribution négative au titre de la Grèce pour 2 995 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3*	9M-13	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	606	(1,8%)	1 813	(2,6%)
Charges d'exploitation	(369)	(5,4%)	(1 133)	(7,8%)
Résultat brut d'exploitation	237	+4,4%	680	+7,6%
Coût du risque	(121)	+3,4%	(439)	+21,7%
Résultat d'exploitation	116	+5,3%	241	(11,0%)
Sociétés mises en équivalence	(30)	(83,9%)	(71)	(47,4%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	17	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	86	ns	187	+40,0%
Impôt	(52)	+22,8%	(79)	+11,1%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	3	ns	9	ns
Résultat net de l'exercice	37	ns	117	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	20	+40,4%	47	x3,3
Résultat net part du Groupe	17	ns	70	ns

* 2012 retraité du passage en IFRS5 d'Emporiki

En Italie, Cariparma a fait preuve d'une activité commerciale solide au troisième trimestre 2013. Ainsi, la collecte totale ressort à 86,1 milliards d'euros, en léger retrait (-2,6%) par rapport à fin septembre 2012. La collecte bilan s'établit à 34,7 milliards, en recul par rapport à fin septembre 2012 (35,5 milliards d'euros) et à fin juin 2013 (36,1 milliards d'euros), en raison du pilotage opéré par Cariparma, par la baisse des rémunérations versées.

Pour sa part, la collecte hors bilan est soutenue par le développement de l'assurance-vie et des OPCVM, dont l'encours progresse globalement de 7,7% par rapport à fin septembre 2012.

Par ailleurs, dans un climat de faiblesse persistante de la demande marqué par un recul du marché de 5,7% (source ABI), l'encours de crédits total, à 33 milliards d'euros, baisse de 1,3% sur un an. Toutefois, l'encours des crédits habitat est en hausse de 2,7% sur un an : il s'établit à 12,9 milliards d'euros à fin septembre 2013. L'excédent de liquidité s'élève ainsi à 1,7 milliard d'euros au 30 septembre 2013 ; il permet de contribuer au financement des autres activités du Groupe en Italie.

Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13 *	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	395	(1,5%)	1 175	(4,4%)
Charges d'exploitation	(225)	(6,5%)	(711)	(4,7%)**
Coût du risque	(92)	+6,2%	(295)	+18,4%
Résultat net	35	(8,2%)	116	(16,5%)
Résultat net part du Groupe	25	(7,3%)	84	(14,8%)

* après retraitement des provisions enregistrées dans les comptes de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013

** Hors coût du PDV comptabilisé au deuxième trimestre 2012 pour 54 millions d'euros

Cariparma poursuit également ses efforts de saine gestion et affiche des résultats avant impôt en progression par rapport au même trimestre de l'année précédente et par rapport au deuxième trimestre 2013. Le produit net bancaire s'établit à 395 millions d'euros, en baisse de 1,5% par rapport au même trimestre de l'année précédente mais en reprise par rapport au deuxième trimestre 2013 (+0,3%). Les charges sont quant à elles en net recul, -6,5% au troisième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente, et en baisse de 4,7% sur neuf mois après retraitement du coût du Plan de Départs Volontaires comptabilisé au deuxième trimestre 2012 pour 54 millions d'euros.

Le coût du risque reste marqué par la détérioration de la conjoncture : il progresse de 6,2% au troisième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il s'affiche cependant en baisse par rapport aux deux trimestres précédents¹. Le ratio de créances douteuses sur encours s'établit à 10,3% au 30 septembre 2013, avec un taux de couverture de 43,7% (y compris provisions collectives).

Au total, le résultat net part du Groupe s'élève à 25 millions d'euros au troisième trimestre 2013 et 84 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2013¹.

Le résultat net du groupe Cariparma y compris Calit s'élève à 35 millions d'euros au troisième trimestre 2013 et 120 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2013.

Hors l'Italie, les autres entités du Groupe sont toujours en équilibre collecte / crédit : l'encours de crédit ressort à 10,3 milliards d'euros et l'encours de collecte, à 10,6 milliards d'euros. La répartition géographique du produit net bancaire affiche une contribution des entités européennes hors Cariparma de 21% tandis que les entités situées en Afrique et Moyen-Orient contribuent pour 14%. Leur contribution au résultat net part du Groupe s'élève à +22 millions d'euros² au troisième trimestre 2013.

¹ Après retraitement des provisions enregistrées dans les comptes de Cariparma en 2012, comme indiqué au premier trimestre 2013

² Hors contribution du BES

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 septembre 2013, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 124,4 milliards d'euros¹, en hausse de 27,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette progression des encours résulte d'une activité commerciale soutenue et bénéficie également d'un effet marché positif sur la période. S'y ajoute également un effet périmètre favorable, avec l'acquisition de Smith Breeden au troisième trimestre 2013 (impact : +4,7 milliards d'euros). Hors l'effet marché, change et périmètre de +22,7 milliards d'euros, cette hausse provient de la progression des encours de la gestion d'actifs de 1,1 milliard d'euros et de l'assurance-vie de 4,8 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 383 millions d'euros, en baisse de 5,9% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Pour les neuf premiers mois de l'année, il atteint 1 196 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	1 230	(2,0%)	3 781	(2,0%)
Charges d'exploitation	(610)	+3,6%	(1 847)	+3,6%
Résultat brut d'exploitation	620	(6,9%)	1 934	(6,7%)
Coût du risque	3	(3,2%)	-	ns
Résultat d'exploitation	623	(6,9%)	1 934	(4,3%)
Sociétés mises en équivalence	1	(71,5%)	11	+44,8%
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	624	(7,1%)	1 945	(5,4%)
Impôt	(204)	(8,8%)	(631)	(3,2%)
Résultat net de l'exercice	420	(6,3%)	1 314	(6,4%)
Participations ne donnant pas le contrôle	37	(10,3%)	118	(9,9%)
Résultat net part du Groupe	383	(5,9%)	1 196	(6,1%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi a finalisé l'acquisition aux Etats Unis de Smith Breeden et ses 4,7 milliards d'euros d'encours. Cette opération permet d'une part d'élargir l'offre obligataire d'Amundi et d'autre part de développer le *cross-selling* entre les deux sociétés. En outre, Amundi confirme son positionnement sur des produits tels que les ETF, activité sur laquelle il a doublé ses encours sur 3 ans pour atteindre 10,3 milliards d'euros d'encours et où il est désormais le 4^{ème} acteur européen.

La collecte sur les neuf premiers mois de 2013 est toujours positive à +1,1 milliard d'euros malgré un contexte de marché peu favorable sur le troisième trimestre 2013. En incluant à 100% les joint-ventures en Asie et Smith Breeden (impact +4,7 milliards d'euros), les actifs sous gestion s'élèvent à fin septembre 2013 à 759 milliards d'euros (+2,6% par rapport à fin décembre 2012). Ils bénéficient d'un effet marché favorable à +13,5 milliards d'euros.

La collecte est soutenue sur les neuf premiers mois sur les segments institutionnels, corporate et distributeurs (+7,5 milliards d'euros), les réseaux internationaux (+2,3 milliards d'euros) et l'épargne entreprises (+0,9 milliard d'euros) ; elle est portée par les actifs longs, à 5,7 milliards d'euro, alors que la collecte monétaire est pénalisée par les taux

¹ Incluant à 100% les joint-ventures en Asie en gestion d'actifs

bas. A 756 milliards d'euros, les encours moyens progressent de 9% entre les neuf premiers mois 2012 et les neuf premiers mois 2013.

Amundi affiche des résultats de bon niveau sur les neuf premiers mois de 2013, son résultat brut d'exploitation en progressant de 1,3%¹ par rapport à 2012. Sur cette période, le produit net bancaire¹ progresse de 1,8% et de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2012, grâce au maintien du niveau des commissions. Les charges d'exploitation des neuf premiers mois 2013 augmentent de 1,4%¹ hors impact des mesures fiscales par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Le coefficient d'exploitation est stabilisé à 55,3% au 30 septembre 2013.

Ainsi le résultat net part du Groupe d'Amundi sur les neuf premiers mois de 2013 s'élève à 233 millions d'euros, soit +4,6%¹ par rapport à 2012. Pour le troisième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe s'élève à 73 millions d'euros.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** continue de conjuguer une politique commerciale dynamique associée à une maîtrise des coûts. Ainsi, les encours administrés sont en hausse de 14,9% sur un an pour atteindre 1 297 milliards d'euros. Les encours conservés sont en baisse sur la même période du fait de la sortie de la Caisse des dépôts courant 2013. Cette baisse, de 7,8%, est néanmoins limitée compte tenu du bon développement commercial de la filiale.

Les revenus du métier sont notamment impactés par la baisse des taux et affichent une baisse de 9,5% entre le troisième trimestre 2012 et le troisième trimestre 2013. Les charges, maîtrisées, sont en baisse de 0,6% sur la même période.

Le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois de 2013 s'établit à 103 millions d'euros, dont 33 millions d'euros pour le troisième trimestre.

L'activité **Banque privée** est en léger retrait. Les encours, qui atteignent 133,0 milliards d'euros au 30 septembre 2013 sont en hausse de 0,6% par rapport au 31 décembre 2012 : ils bénéficient d'un effet marché favorable, compensant la décollecte qui s'élève à 0,8 milliard d'euros.

Sur le périmètre France, les encours, à 61,7 milliards d'euros, présentent une légère hausse de 2,1% par rapport au 31 décembre 2012. En revanche, à l'international, ils enregistrent une baisse de 0,7% pour atteindre 71,3 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois de 2013 s'établit à 95 millions d'euros, en hausse de 8,4% par rapport au neuf premiers mois de 2012. Pour le troisième trimestre 2013, il s'élève à 26 millions d'euros, soit en baisse de 15,9% par rapport au troisième trimestre de 2012.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 6,1 milliards d'euros sur le troisième trimestre 2013.

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	519	(0,1%)	1 577	(0,8%)
Charges d'exploitation	(141)	+7,3%	(429)	+10,6%
Résultat brut d'exploitation	378	(2,6%)	1 148	(4,5%)
Coût du risque	-	ns	-	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
Impôt	(126)	(7,5%)	(380)	+0,5%

¹ Retraité de la plus-value de cession avant impôt de 60 m€ enregistrée au T1-12 sur Hamilton Lane et des frais d'acquisition de Smith Breeden au T3-13

Résultat net de l'exercice	252	(0,4%)	768	(4,1%)
Résultat net part du Groupe	251	(0,5%)	765	(4,0%)

L'assurance-vie reste bien orientée tant en France qu'à l'international. Le chiffre d'affaires s'élève à 4,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2013 et progresse en France de 22,1% par rapport au troisième trimestre de l'année précédente, progression supérieure au marché qui affiche une croissance de +9%¹. A l'international, il augmente de 34,3%² sur la même période. Les encours gérés en assurance-vie sont ainsi portés à 232,4 milliards d'euros, en hausse de 4,8%² sur un an. La part des encours en euros s'élève à 190,1 milliards d'euros, en progression de 5,3% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 42,3 milliards d'euros augmentent de 2,7% sur la même période et représentent 18,2% des encours totaux. Depuis le début de l'année, la collecte nette s'élève à 4,8 milliards d'euros dont 3,6 milliards d'euros en France.

L'assurance dommages en France continue de faire preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par une croissance du chiffre d'affaires de 5,5% au troisième trimestre 2013 par rapport au troisième trimestre 2012, supérieure au marché qui progresse de 2,5%³ sur la même période. Sur le troisième trimestre 2013 le ratio sinistres sur cotisations (tous exercices et net de réassurance) est maîtrisé et s'établit à 71,2% contre 70,6% par rapport au troisième trimestre 2012.

Avec un chiffre d'affaires de 225 millions d'euros au troisième trimestre 2013 contre 246 millions d'euros un an plus tôt, l'activité en assurance emprunteurs, en légère baisse, reflète une bonne tenue du crédit habitat mais reste pénalisée par le ralentissement du crédit à la consommation.

Après retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) au troisième trimestre 2012 qui bénéficiaient de la déductibilité de certaines taxes (réduction des charges de 9 millions d'euros), les charges d'exploitation restent maîtrisées et présentent une évolution de 0,4% au troisième trimestre 2013 par rapport au troisième trimestre 2012. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 27,1% au troisième trimestre 2013 et 27,2% sur les neuf premiers mois.

Au troisième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe du métier Assurances intègre des charges de financement supplémentaires liées à l'opération d'optimisation de la structure du capital du Groupe dans l'environnement réglementaire Bâle 3. Les coûts relatifs à cette opération sont comptabilisés en produit net bancaire et représentent 25 millions d'euros sur le trimestre et 18 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Malgré ces coûts additionnels, le résultat net part du Groupe est stable, ressortant à 251 millions d'euros contre 252 millions d'euros au troisième trimestre 2012.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le résultat net part du Groupe s'élève à 765 millions d'euros à comparer à 797 millions d'euros sur la période correspondante en 2012 qui intégrait une plus-value de 28 millions d'euros sur la cession des titres Bes Vida à BES.

Enfin, Crédit Agricole Assurances a poursuivi ses investissements innovants en faveur d'entreprises non notées et de collectivités publiques pour 2 milliards d'euros sur les neuf premiers mois 2013.

¹ Source FFSA (chiffres à septembre 2013)

² Chiffres 2012 retraités de BES Vida, vendue au BES au T2-12

³ Source FFSA (chiffres à septembre 2013)

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	833	+1,4%	2 484	(5,4%)
Charges d'exploitation	(394)	(0,6%)	(1 164)	(2,2%)
Résultat brut d'exploitation	439	+3,3%	1 320	(8,1%)
Coût du risque	(352)	(16,6%)	(1 168)	(21,7%)
Résultat d'exploitation	87	ns	152	ns
Sociétés mises en équivalence	6	+51,7%	20	+44,2%
Résultat avant impôt	93	ns	172	ns
Impôt	(41)	+52,5%	(93)	+46,6%
Résultat net de l'exercice	52	ns	79	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	(11)	(61,6%)	(51)	(64,3%)
Résultat net part du Groupe	63	ns	130	ns

Après plusieurs trimestres marqués par le plan d'adaptation, le **pôle services financiers spécialisés**, renoue depuis le début de l'année avec les bénéfices et présente des indicateurs d'activité (produit net bancaire et encours) en cours de stabilisation.

Au troisième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe du pôle s'élève à +63 millions d'euros contre une perte de 564 millions d'euros au troisième trimestre 2012 qui intégrait 572 millions d'euros de dépréciation d'écarts d'acquisition sur le crédit à la consommation. Le bénéfice cumulé des 9 premiers mois de l'année 2013 s'élève ainsi à 130 millions d'euros contre une perte de 536 millions d'euros sur les 9 premiers mois de l'année 2012.

Après une forte baisse des encours en 2012 en lien avec le plan d'adaptation, les volumes d'activité se stabilisent en 2013 avec des baisses limitées par rapport aux trimestres précédents. Ainsi, malgré la pression sur les encours, le produit net bancaire enregistre ce trimestre une hausse de 1,4% par rapport au troisième trimestre 2012 mais reste en baisse de 5,4% par rapport aux 9 premiers mois de l'année 2012. Par ailleurs, les efforts sur les charges sont maintenus avec des charges en baisse de 0,6% rapport au troisième trimestre 2012 et de 2,2% sur 9 premiers mois de l'année 2013 par rapport à la même période de l'année 2012.

Par ailleurs, la forte diminution du coût du risque par rapport à l'exercice précédent, respectivement 16,6% sur le trimestre et 21,7% sur 9 mois, reflète une amélioration de la filiale italienne Agos mais également de la situation en France.

Le métier **Crédit à la consommation** voit son niveau d'activité et ses revenus se stabiliser. Les encours consolidés de CACF reculent ainsi de 5,3% sur un an mais seulement de 1,2% entre le 30 juin et le 30 septembre 2013. Ils s'établissent ainsi 46,0 milliards d'euros au 30 septembre 2013 contre 48,6 milliards d'euros un an plus tôt et 46,5 milliards d'euros au 30 juin 2013. Les encours gérés totaux s'établissent quant à eux à 71,8 milliards d'euros au 30 septembre 2013. Sur un an, leur répartition géographique n'évolue que très peu avec 37% des encours localisés en France, 34% en Italie (35% un an plus tôt) et 29% dans les autres pays (28% un an plus tôt). La réduction des encours d'Agos Ducato atteint 1,4 milliard d'euros sur un an.

Le résultat brut d'exploitation de CACF s'élève à 386 millions d'euros sur le troisième trimestre 2013, niveau équivalent à celui du troisième trimestre 2012, avec un produit net bancaire de 703 millions d'euros en hausse de 0,1% et des charges d'exploitation maîtrisées à 317 millions d'euros.

En dehors de l'Italie, le coût du risque du trimestre reste maîtrisé, avec 162 points de base (annualisé) pour CACF hors Agos. Le coût du risque d'Agos est quant à lui en nette amélioration après les fortes provisions passées en

2012. Il s'établit ainsi à 204 millions d'euros sur le trimestre après 224 millions d'euros au deuxième trimestre 2013 et 660 millions d'euros sur les 9 premiers mois de l'année. Le taux de créances dépréciées d'Agos s'élève ainsi à 16,7 % au 30 septembre 2013 et le taux de couverture des créances douteuses reste très élevé à 98,8%, intégrant les provisions collectives. Le résultat net part du Groupe de CACF ressort à +48 millions d'euros pour le trimestre, en hausse de près de 50% par rapport au trimestre précédent.

Les résultats des métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** reflètent l'ajustement de ces métiers au plan d'adaptation depuis fin 2011 avec une baisse globale des encours, partiellement compensée par un niveau élevé de marges et une bonne maîtrise des charges. Dans le métier du **crédit-bail**, les encours gérés ressortent à 16,0 milliards d'euros au 30 septembre 2013 contre 16,9 milliards au 30 septembre 2012. Dans le métier de l'**affacturage**, le chiffre d'affaires factoré atteint 14,0 milliards d'euros au 30 septembre 2013 et progresse de 7,0% par rapport au 30 septembre 2012. Ainsi, la contribution de ces deux métiers au Résultat net part du Groupe du trimestre s'élève à +15 millions d'euros, niveau identique à celui du trimestre précédent et presque 2 fois plus élevé que le troisième trimestre 2012.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Avec la finalisation de la cession de CLSA (hors les activités taïwanaises) à CITIC Securities le 31 juillet et l'entrée en négociations exclusives avec Société Générale en vue de la cession de sa participation de 50% dans Newedge, Crédit Agricole CIB entame la phase finale de son recentrage sur les métiers de financement de marchés de capitaux et de conseil. Ainsi, la plus-value de cession de CLSA, comptabilisée au troisième trimestre 2013, s'élève à 320 millions d'euros en résultat net part du Groupe. En ce qui concerne Newedge, l'impact estimé en résultat net part du Groupe s'élève à -155 millions d'euros.

NB : les comptes 2012 et 2013 ont été retraités du passage en IFRS 5 de Newedge.

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	844	(13,5%)	2 713	(11,0%)
- dont DVA	(47)	ns	(86)**	ns
- dont couvertures de prêts	-	ns	15	ns
Produit net bancaire retraité*	891	(14,7%)	2 784	(10,4%)
Charges d'exploitation	(534)	(2,0%)	(1 603)	(3,0%)
Résultat brut d'exploitation	310	(28,0%)	1 110	(20,6%)
Coût du risque	(124)	+83,1%	(310)	+72,5%
Résultat d'exploitation	186	(48,8%)	800	(34,3%)
Sociétés mises en équivalence	35	(6,4%)	104	(11,2%)
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	ns	2	ns
Résultat avant impôt	220	(45,0%)	906	(32,2%)
Impôt	(91)	+15,0%	(266)	(24,7%)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	164	ns	157	ns
Résultat net de l'exercice	293	ns	797	+4,8%
Participations ne donnant pas le contrôle	6	+6,7%	18	(14,5%)
Résultat net part du Groupe retraité*	155	(55,9%)	664	(32,9%)
Résultat net part du Groupe	287	x2,5	779	+5,4%

* Retraité des couvertures de prêts, impacts CVA/DVA Day 1 et DVA courante et impacts liés aux courtiers (Cheuvreux, CLSA et Newedge). 2012 retraité des impacts du plan d'adaptation.

** Y compris au T1 l'effet Day 1 DVA / CVA: -46 m€ en PNB et -25 m€ en RNPG

Au troisième trimestre 2013, le produit net bancaire des activités pérennes s'élève à 844 millions d'euros, en baisse de 13,5% par rapport au troisième trimestre 2012. Retraité des couvertures de prêts et de la DVA courante, il ressort à 891 millions d'euros, en baisse de 14,7%, enregistrant une diminution significative de la contribution des activités de marché par rapport à un troisième trimestre 2012 qui avait connu, lui, des conditions de marché très favorables.

Sur la période, les positions concurrentielles de CACIB sont confirmées et ses compétences reconnues dans ses métiers d'expertise. Ainsi, CACIB conserve ses positions sur les activités de syndication en France ainsi que sur la syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA, respectivement première et deuxième place¹. CACIB se classe également au premier rang mondial sur le financement aéronautique². Par ailleurs, en banque de marché et d'investissement, CACIB maintient son premier rang en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP³. Enfin, CACIB progresse de la cinquième à la deuxième place mondiale sur les émissions obligataires des institutions financières en euros⁴.

Au troisième trimestre 2013, CACIB a poursuivi ses efforts de réduction des charges qui diminuent de 2,0% par rapport au troisième trimestre 2012. En incluant les activités en extinction, la baisse atteint 8,1%. Sur la même période, le coût du risque affiche une hausse par rapport au troisième trimestre 2012 du fait de dotations individuelles non significatives, sur un nombre limité de dossiers ainsi qu'une provision pour litiges (- 80 millions d'euros). Au total, le résultat net part du Groupe des activités pérennes ressort à 287 millions d'euros. Il est multiplié par 2,5 par rapport au troisième trimestre 2012. Retraité des couvertures de prêts et de la DVA courante, il s'élève à 155 millions d'euros.

Pour les neuf premiers mois 2013, le produit net bancaire s'établit à 2 713 millions d'euros, en baisse de 11,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2012 qui avaient bénéficié d'un contexte de marché particulièrement porteur. Le recul des charges s'établit à 3,0% sur la même période tandis que le coût du risque progresse de 72,5%. Au total, le résultat net part du Groupe des activités pérennes, retraité des effets de la première application d'IFRS13 (CVA/DVA), de la DVA courante et des couvertures de prêts, ressort à 664 millions d'euros, en baisse de 32,9% par rapport aux neuf mois 2012 (retraité des impacts Cheuvreux/CLSA/Newedge et plan d'adaptation).

Banque de financement

(en millions d'euros)	T3-13	T3-13*	Variation T3*/T3*	9M-13	9M-13*	Variation 9M*/9M*
Produit net bancaire	517	517	(9,0%)	1 535	1 520	(7,9%)
Charges d'exploitation	(228)	(228)	(0,7%)	(678)	(678)	(2,3%)
Résultat brut d'exploitation	289	289	(14,5%)	857	842	(12,0%)
Coût du risque	(34)	(34)	(46,5%)	(205)	(205)	+17,1%
Résultat d'exploitation	255	255	(7,2%)	652	637	(18,5%)
Sociétés mises en équivalence	35	35	(7,4%)	104	104	(11,2%)
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	(1)	ns	2	2	ns
Résultat avant impôt	289	289	(7,3%)	758	743	(17,3%)
Impôt	(90)	(90)	(25,4%)	(207)	(202)	(30,4%)
Résultat net de l'exercice	199	199	+4,1%	551	541	(11,1%)
Participations ne donnant pas le contrôle	4	4	(2,0%)	11	11	(15,2%)
Résultat net part du Groupe	195	195	+4,2%	540	530	(11,1%)

* Retraité des couvertures de prêts et hors impact du plan d'adaptation en 2012

¹ Source : Thomson Financial

² Source : Thomson Financial

³ Source : Thomson Financial

⁴ Source : Thomson Financial

Au troisième trimestre 2013, les revenus de la banque de financement s'élèvent à 517 millions d'euros, sans impact des couvertures de prêts. La consommation de liquidité des activités de financement continue de diminuer pour atteindre 85 milliards d'euros au troisième trimestre 2013, à comparer à 87 milliards d'euros au trimestre précédent. La baisse est encore plus marquée si on compare cette consommation de liquidité à celle du troisième trimestre 2012, qui s'élevait à 92 milliards d'euros (-7,7 %). A 272 millions d'euros, les revenus des Financements structurés ne baissent que de 4,9% au troisième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent grâce à un maintien des marges dans un contexte de baisse des volumes, consécutif à la réduction du portefeuille. Dans le même temps, les revenus de la Banque commerciale progressent, eux, légèrement, à 245 millions d'euros (+2,5% au troisième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent).

Le coût du risque rapporté aux encours clientèle s'élève à 13 points de base au troisième trimestre 2013, en net recul par rapport au même trimestre de l'année précédente qui s'affichait à 22 points de base. En valeur, la baisse s'établit à 46,5% par rapport au troisième trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe de la banque de financement s'établit au troisième trimestre 2013 à 195 millions d'euros, en hausse de 4,2% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T3-13	T3-13*	Variation T3*/T3*	9M-13	9M-13*	Variation 9M*/9M*
Produit net bancaire	327	374	(21,5%)	1 178	1 264	(13,2%)
Charges d'exploitation	(306)	(306)	(2,9%)	(925)	(925)	(3,4%)
Résultat brut d'exploitation	21	68	(57,8%)	253	339	(32,0%)
Coût du risque	(90)	(90)	ns	(105)	(105)	ns
Résultat avant impôt	(69)	(22)	ns	148	234	(52,6%)
Impôt	(1)	(18)	ns	(59)	(95)	+11,9%
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	164	-	ns	157	-	-
Résultat net de l'exercice	94	(40)	ns	246	139	(65,9%)
Participations ne donnant pas le contrôle	2	-	ns	7	5	(67,1%)
Résultat net part du Groupe	92	(40)	ns	239	134	(65,9%)

* Retraité des impacts CVA/DVA Day 1 et DVA courante et des impacts liés aux courtiers (Cheuvreux, CLSA et Newedge). 2012 retraité des impacts du plan d'adaptation.

Y compris les revenus du courtage (CLSA New York et Tokyo), reclassés en IFRS 5 au T3-13 ; 22 m€ au T3-12, 20 m€ au T4-12, 25 m€ au T1-13 et 17 m€ T2-13. Au T3-13, y compris les revenus de CLSA Taiwan : +3m€

Les revenus de la banque de marché et d'investissement sont en net recul de 21,5% au troisième trimestre 2013 par rapport à un troisième trimestre 2012 très élevé. Hors revenus des courtiers, la baisse s'établit à -18,5% sur la même période, les revenus étant pénalisés par la baisse de 20,6% sur le Fixed income, traduisant un volume d'activités faible sur le Crédit et affecté par les incertitudes du marché au troisième trimestre 2013 sur la politique monétaire menée par la FED. Dans le même temps, la banque d'investissement (hors courtiers) maintient un bon niveau d'activité, ses revenus progressant de 5,4% au troisième trimestre 2013 par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Les risques de marché restent maintenus à un niveau bas : la VaR s'établit à 10 millions d'euros au 30 septembre 2013, avec une VaR moyenne à 12 millions d'euros sur le trimestre.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3*	9M-13	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	12	(83,9%)	115	(19,7%)
Charges d'exploitation	(39)	(49,9%)	(125)	(46,9%)
Résultat brut d'exploitation	(27)	x8,8	(10)	(88,9%)
Coût du risque	(4)	(64,9%)	(33)	(49,5%)
Résultat avant impôt	(31)	ns	(43)	(72,7%)
Impôt	11	ns	15	(63,6%)
Résultat net de l'exercice	(20)	+2,5%	(28)	(75,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	1	ns	(2)	(91,5%)
Résultat net part du Groupe	(21)	+8,4%	(26)	(72,3%)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation en 2012

Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt s'élève à -21 millions d'euros ce trimestre et -26 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2013.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T3-13	Variation T3/T3	9M-13	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	(500)	(65,3%)	(1 754)	(24,2%)
Charges d'exploitation	(236)	+6,1%	(668)	+0,9%
Résultat brut d'exploitation	(736)	(55,7%)	(2 422)	(18,6%)
Coût du risque	5	ns	71	ns
Résultat d'exploitation	(731)	(61,9%)	(2 351)	(27,5%)
Sociétés mises en équivalence	35	ns	(30)	(69,6%)
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	(4)	ns
Résultat avant impôts	(696)	(63,8%)	(2 385)	(27,8%)
Impôts	335	(52,4%)	920	(2,2%)
Résultat net	(361)	(70,4%)	(1 465)	(38,0%)
Participations ne donnant pas le contrôle	33	+35,0%	117	+2,6%
Résultat net part du Groupe	(394)	(68,3%)	(1 582)	(36,1%)

* Retraité du rachat de dette hybride au premier trimestre 2012 pour 864 millions d'euros

Au troisième trimestre 2013, le produit net bancaire du pôle s'établit à -500 millions d'euros, contre un produit net bancaire de -1 440 millions d'euros au troisième trimestre 2012. Il intègre une perte de 252 millions d'euros au titre de la réévaluation de la dette de Crédit Agricole CIB et de celle liée aux contrats d'assurances en UC contre un équivalent de -1 017 millions d'euros au troisième trimestre 2012. Il bénéficie par ailleurs des éléments non récurrents positifs que sont la plus-value sur la cession de Bankinter pour 143 millions d'euros et des plus-values de cessions de portefeuilles pour 76 millions d'euros.

Le produit net bancaire du pôle activité hors métiers sur la période des neuf premiers mois s'élève à -1 754 millions d'euros, en baisse de 24,2% par rapport au produit net bancaire de la période correspondante en 2012, retraits du rachat de dette hybride au premier trimestre 2012 pour 864 millions d'euros.

Les charges d'exploitation, de 236 millions d'euros sur le troisième trimestre 2013, incluent une provision de 20 millions d'euros au titre de plan de départ volontaire sur le pôle Crédit Agricole Immobilier. Hors les effets de ce plan, elles sont en baisse de 2,9% par rapport au troisième trimestre 2012.

Parmi les éléments non récurrents de ce trimestre, il convient de noter également l'enregistrement sur la ligne « sociétés mises en équivalence » d'un bénéfice significatif de 60 millions d'euros lié à participation de Crédit Agricole SA dans Eurazeo.

Ainsi, le résultat net part du Groupe s'élève à -394 millions d'euros.

Hors *spreads* émetteurs, il ressort à -231 millions d'euros au troisième trimestre 2013. Retraité des éléments exceptionnels (plus-values sur Bankinter et les cessions de portefeuille ainsi que le résultat de la participation dans Eurazeo), il s'affiche à -483 millions d'euros.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 714 milliards d'euros au 30 septembre 2013. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 4,3% sur un an pour atteindre 471 milliards d'euros. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 635 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	T3-13	Variation T3/T3*	9M-13	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	7 659	+11,5%	23 282	(1,4%)
Charges d'exploitation	(4 889)	(1,5%)	(14 619)	(1,3%)
Résultat brut d'exploitation	2 770	+45,3%	8 663	(1,7%)
Coût du risque	(849)	(24,8%)	(3 008)	(12,3%)
Résultat d'exploitation	1 921	x2,5	5 655	+5,0%
Sociétés mises en équivalence	68	ns	102	ns
Résultat net sur autres actifs	-	ns	24	(69,9%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	(22)	(96,2%)
Résultat avant impôts	1 989	x23,7	5 759	+18,7%
Impôts	(635)	x2,5	(1 830)	(8,2%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	167	ns	166	ns
Résultat net	1 521	ns	4 095	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	88	+28,5%	252	+82,5%
Résultat net part du Groupe	1 433	ns	3 843	ns

**2012 retraitée du passage en IFRS5, d'Emporiki, Cheuvreux et CLSA et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.*

Au troisième trimestre 2013, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 7 659 millions d'euros, en hausse de 11,5% par rapport au troisième trimestre 2012. Cette évolution traduit pour l'essentiel la bonne tenue de l'activité dans les métiers cœur et notamment la Banque de proximité en France et l'assurance ; elle reflète également l'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (plus-value de cession du solde de la participation dans Bankinter pour 143 millions d'euros, et réévaluation de dette, DVA, et couvertures de prêts pour -299 millions d'euros contre -1 017 millions d'euros au troisième trimestre 2012).

Les **charges d'exploitation** présentent une baisse de 1,5% par rapport au troisième trimestre 2012. Cette évolution reflète la montée en puissance des programmes de réduction des coûts à travers, notamment, les réalisations du programme MUST, et l'effet des plans de départs chez CACIB, CACF et Cariparma.

Le **coût du risque** est maîtrisé, en baisse de 24,8% par rapport au troisième trimestre de l'année 2012. Il s'établit à 40 points de base sur encours au troisième trimestre 2013 à comparer à 50 points de base au troisième trimestre 2012 (41 points de base hors Emporiki).

Pour mémoire, les comptes du troisième trimestre 2012 intégraient une charge au titre de la déconsolidation de Bankinter sur la ligne **sociétés mises en équivalence** pour -193 millions d'euros et une **dépréciation d'écart d'acquisition** de 572 millions d'euros au titre d'Agos.

Le **résultat net des activités arrêtées**, s'établissant à 167 millions d'euros sur le troisième trimestre, intègre la plus-value de cession de CLSA ainsi que la moins-value liée au passage de Newedge en IFRS5. Au troisième trimestre

2012, il s'élevait à -1 966 millions d'euros, y compris les résultats opérationnels de CLSA et les moins-values de cession d'Emporiki et Cheuvreux.

Au total, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 1 433 millions d'euros contre -2 206 millions d'euros au troisième trimestre 2012.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le troisième trimestre 2013 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Relations Presse	Relations Investisseurs +33 (0) 1 43 23 04 31
Anne-Sophie Gentil +33 (0)1 43 23 37 51	Denis Kleiber +33 (0)1 43 23 26 78
Charlotte de Chavagnac +33 (0)1 57 72 11 17	Nathalie Auzenat +33 (0)1 57 72 37 81
Alexandre Barat + 33 (0)1 43 23 07 31	Sébastien Chavane +33 (0)1 57 72 23 46
	Aleth Degrand + 33 (0)1 43 23 23 81
	Fabienne Heureux +33 (0)1 43 23 06 38
	Marie-Agnès Huguenin +33 (0)1 43 23 15 99
	Laurence Gascon +33 (0)1 57 72 38 63
	Aurélié Marboeuf + 33 (0)1 57 72 38 05

Avertissement

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.